

S sur lesoir.be

Entretiens, débats en ligne : l'actualité vit sur le site du « Soir ». En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/debats.

« Salaires des CEO : le gouvernement ne rouvrira pas de sitôt la boîte de Pandore »

Le ministre des Entreprises publiques ne veut plus d'une limitation des salaires à 290.000 euros. On en parle avec **Jean-François Munster**. **Le gouvernement Di Rupo avait décidé de plafonner les salaires des patrons de la fonction publique à 290.000 euros. Pourquoi ?**

Le débat existe depuis longtemps. Beaucoup de gens s'offusquent des rémunérations parfois délirantes des CEO (chief executive officer). Le gouvernement précédent avait décidé de limiter les salaires des CEO dans les entreprises où l'Etat est actionnaire majoritaire. Il s'agit des CEO que nomme l'Etat. Ce qui veut dire que des directeurs gagnent plus que leur CEO ! **Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été coulée dans une loi ?**

C'était l'intention du PS mais la proposition avait toujours été



recalée par le MR et l'Open VLD. Le PS a obtenu gain de cause par rapport à des dossiers particuliers en 2013, lorsqu'il fallait nommer 5 CEO et là, le PS a obtenu le plafonnement de leur salaire à 290.000 euros, mais c'était un accord ponctuel entre membres du gouvernement, une sorte de gentlemen's agreement qui n'avait pas de côté pérenne. Jean-Pascal Labille a également obtenu un peu plus tard de pouvoir limiter le salaire des CEO de Belgacom et bpost à 650.000 euros.

A l'heure où il y a des grèves tournantes tous les lundis, n'est-ce pas une prise de position osée de la part du gouvernement ?

Je ne pense pas que le gouvernement fera une telle bêtise pour l'instant. De Croo a simplement dit qu'il n'était plus d'accord que l'Etat bride les salaires dans les entreprises publiques. Il a insisté sur une volonté de sobriété. Le gouvernement ne va pas rouvrir la boîte de Pandore, ce serait assez suicidaire. En même temps, la question ne se posera pas avant 2019 puisque ces nouveaux CEO ont été nommés en 2013.

aujourd'hui

11:02



Jan Jambon a-t-il un agenda caché pour une future réforme de l'Etat ?

On en parle avec **Bernard Demonty**.

le livre

Eh non ! Ecolo n'est pas le parti des petits oiseaux

Dans le livre qu'il consacre à l'histoire du parti vert, Benoît Lechat repère les véritables filiations d'Ecolo et, pour cela, remonte à la... grande grève de l'hiver 60.

On pense parfois qu'Ecolo, fondé en 1980, a jailli de terre d'un coup soudain, à la faveur de quelques bonnes volontés barbues et forcément anti-nucléaires. La réalité est fort éloignée de ce cliché. Et pour repérer les véritables origines du parti vert, Benoît Lechat a dû remonter à la... grande grève de 1960. C'est à cette époque que démarre en effet le livre qu'il vient de rédiger sur l'histoire d'Ecolo.

La grande grève fait définitivement prendre conscience à une série de Wallons de l'intérêt à fédéraliser le pays pour libérer leur Région du gouvernement central (autant dire flamand). Après la grève de l'hiver 60, André Renard, le patron de la FGTB, crée le Mouvement populaire wallon (MPW) pour porter un discours régionaliste encore inaudible à l'époque – les grands partis restent profondément unitaires. Cette formation, très éphémère, donne l'occasion à un jeune Liégeois, François Perin, de faire ses armes. François Perin crée en 1968 le Rassemblement wallon (RW). Ce parti, qui à ses heures connaîtra un grand succès (il atteindra les 20 %), prône un « fédéralisme radical » très éloigné du fédéralisme encore très pusillanime des autres partis politiques.

Ce n'est pas tout. Comme l'écrit Benoît Lechat, le RW est précurseur – il est le « seul parti de l'époque un tant soit peu ouvert aux thèmes qui émergent dans la vague de ce qu'on appelle plus tard le "post-matérialisme" (la participation démocratique, l'autogestion, l'environnement...) ».

Au RW milite Paul Lannoye, un jeune Namurois, physicien de son état. Il sera exclu du parti en 1972 – il a prôné l'interdiction du cumul entre les fonctions internes au parti et les mandats externes, ce qui a cabré la direction du parti.

Cinq mois plus tard, Lannoye fonde Démocratie nouvelle (DN) avec Pierre Waucquez, un industriel de la région namuroise. DN, dont le nom annonce la couleur, héritier direct du Rassemblement wallon, sera lui-même l'ascendant direct d'Ecolo.

DN se pose sur trois éléments de base – la préoccupation fédéraliste, le rafraîchissement d'une démocratie encrassée par les partis et la préoccupation environnementale qui commence à monter à la surface. Les trois éléments

Le souci de « protéger l'environnement » et la notion de développement durable émergent dans les années 70, à l'occasion des chocs pétroliers et de la montée du nucléaire. Mais les sources d'Ecolo, créé en 1980, sont antérieures et remontent au Rassemblement wallon de François Perin (photo ci-dessous) où milita Paul Lannoye (au milieu), qui sera l'un des premiers à penser que l'écologie doit être défendue politiquement. En dessous, Jacky Morael qui, en 1999, conduira Ecolo au pouvoir. © D.R.



Benoît Lechat



Philosophe de formation, Benoît Lechat (54 ans) a été journaliste pendant de longues années à l'agence Belga. En 1999, il devient le porte-parole d'Isabelle Durant quand elle occupe les fonctions de ministre fédérale des Transports. Benoît Lechat rejoindra ensuite Etopia, le centre d'études d'Ecolo, où il travaille encore aujourd'hui. Il est aussi rédacteur en chef du « Green European Journal ».

sont au demeurant liés – le fédéralisme et l'implication serrée des citoyens dans la décision politique sont vus comme des nécessités en soi, mais aussi comme des moyens de mieux défendre son environnement.

DN rêve d'une économie régulée (contrôlée par les travailleurs et les citoyens) et il innove, écrit Benoît Lechat, en redéfinissant la notion de bien-être. « Pour DN, celui-ci ne se résume ni au pouvoir d'achat (le "niveau de vie") ni à l'accès à des biens non matériels comme la culture et l'enseignement (les "conditions de vie"). Il dépend aussi du "milieu de vie" qui correspond à la possession des biens non matériels que sont le contact avec la nature et un environnement agréable. »

C'est très novateur, sur le plan politique. Et ce discours ne roule pas dans le vide. Mai 68 vient de planter ses sabots dans la société de consommation. En 1972, le Club de Rome, qui réunit des scientifiques, des économistes et des industriels de 53 pays, publie un rapport alarmant sur les limites de la croissance et fait émerger la notion de développement durable. Un an plus tard, le choc pétrolier rudoière nos vieux modèles industriels et la montée en puissance du nucléaire active une série de protestations qui feront le véritable lit des mouvements écologistes – en Belgique, l'opposition au nucléaire, longtemps timide, s'éveillera véritablement en 1974, à la veille du lancement de Tihange 1.

La même année, en France,

l'écologiste René Dumont se présente aux présidentielles. Bref, le souci écologique mousse de tous les côtés. Mais, sur le terrain, chez nous, c'est encore très disparate, amateur (très... comité de quartier). En 1975, Lannoye écrit : « Ils sont encore trop nombreux ceux qui borbent leur horizon à la protection du coq de Bruyère et ne veulent sous aucun prétexte élargir leur vision des choses ; pour eux, la protection de la nature n'a rien à voir avec la politique, mais est une activité culturelle au même titre que le cinéma ou la sculpture. Ils ne font pas de politique ; ils la laissent faire par les autres, c'est-à-dire le pouvoir en place. Ils sont récupérés sans le savoir. »

Tout est dit. Pour Lannoye, l'écologie doit s'insérer dans un

projet global de société et être défendue politiquement. Il n'est pas le seul à le penser. Aux communales de 1976, sans que ces initiatives soient réellement concertées, des listes vertes sont déposées en Wallonie. La même année, Lannoye et d'autres créent la section belge des Amis de la terre. Cette première véritable organisation écologique sera le vivier de l'écologie politique. La voie est ouverte : les élections de 1977 et 1978 voient fleurir des listes vertes qui aboutiront, en 1980, à la création d'Ecolo.

A ce stade de son récit, Benoît Lechat a donc tordu le cou à deux clichés circulant sur Ecolo. Ce n'est pas le parti « des petits oiseaux » – c'est un parti d'emblée généraliste, qui défend un projet de société global, et notamment

novateur en termes démocratiques (la filiation avec DN est claire) ; et les verts ne sont pas en retrait du combat fédéraliste, bien au contraire.

La suite du récit décrit les multiples évolutions du parti – et ses tumultueuses crises internes. Le tout se lit comme un roman. Benoît Lechat livre un propos précis, archi-documenté, et éclairé par la plupart des acteurs de l'époque. Passionnant. A lire. ■

PIERRE BOUILLON



BENOÎT LECHAT
Ecolo, la démocratie comme projet
Tome 1 : 1970-1986 Du fédéralisme à l'écologie
Etopia, 382 p., 15 euros